

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

OBJET DU MARCHE PUBLIC :

Accompagnement à la performance des Fédérations olympiques et paralympiques et à la mise en œuvre du « Plan Coachs »

APPEL D'OFFRES OUVERT

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Agence nationale du Sport

4-6, rue Truillot

94200 Ivry-sur-Seine

Représentée par son Directeur général

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER – PRESENTATION GENERALE DU MARCHE PUBLIC.....	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES	4
ARTICLE 3 – CONTENU DES BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 4 – OBLIGATION DES PARTIES.....	5
ARTICLE 5 – CONDUITE DES PRESTATIONS – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 6 – PENALITES	6
ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES.....	7
ARTICLE 8 – AVANCE.....	8
ARTICLE 9 – PAIEMENT – FACTURATION	8
ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE - COTRAITANCE	9
ARTICLE 11 – ASSURANCES	9
ARTICLE 12 – DISPOSITIF DE VIGILANCE	10
ARTICLE 13 – CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE	10
ARTICLE 14 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 15 – RESILIATION	11
ARTICLE 16 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
ARTICLE 17 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	12
ARTICLE 18 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	12
ARTICLE 19 – LITIGES	13
ARTICLE 20 – RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFIEE	13
ARTICLE 21 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	13

ARTICLE PREMIER – PRESENTATION GENERALE DU MARCHE PUBLIC

1.1 Objet du marché public

Le marché public a pour objet l'accompagnement à la performance des Fédérations olympiques et paralympiques et à la mise en œuvre du « Plan Coachs »

Le détail des prestations à fournir figure dans le Cahier des clauses techniques particulières.

1.2 Décomposition

1.2.1. *Allotissement*

Les prestations à fournir font l'objet d'un lot unique d'exécution.

1.2.2. *Tranches*

Il n'est pas prévu de tranches.

1.2.3 *Variantes et prestations supplémentaires éventuelles*

Les variantes ne sont pas autorisées. Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

1.3 Procédure applicable

Le présent marché public est passé par la voie d'un appel d'offres ouvert, conformément aux articles L2124-2, R2124-2, et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

1.4 Forme du marché public

Le présent marché est traité à bons de commande sur la base d'unités d'œuvre forfaitaires.

Il est passé conformément aux articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique sans montant minimum et avec un montant maximum (sur sa durée totale) de 870 000€ HT.

1.5 Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa notification pour une durée initiale de douze mois. A l'issue de cette première période, il pourra être reconduit tacitement trois fois douze mois, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit mois.

La reconduction du marché public est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas reconduire le marché public à chaque reconduction (sans droit à indemnités pour le titulaire) et en informera le titulaire en respectant un préavis de deux mois avant son échéance annuelle.

1.6 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

1.7 Délais d'exécution du marché public

Les délais d'exécution sont indiqués dans le Cahier des clauses techniques particulières. Le titulaire du marché public peut proposer des délais plus avantageux pour l'Agence que ceux indiqués dans le CCTP. Si tel est le cas, les délais indiqués dans la proposition technique du titulaire prédomineront sur les délais indiqués dans le CCTP.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

2.1 Pièces particulières du marché public

- L'**Acte d'engagement** et l'annexe financière (Bordereau des prix unitaires - BPU) du titulaire ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)** ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)** ;
- L'**Offre technique** du Titulaire.

2.2 Pièces générales

- Le **Code de la commande publique** ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI)** approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché public, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes et contraire aux clauses des pièces constitutives du marché public est réputée non écrite.

2.3 Disposition particulière

Par dérogation à l'article 4.2.1. du CCAG-PI, la notification du marché public comprend une copie de l'acte d'engagement. Les autres pièces contractuelles sont également transmises lors de la notification uniquement dans l'hypothèse où elles ont fait l'objet de modification entre la date limite de remise des offres et la signature du marché public par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 3 – CONTENU DES BONS DE COMMANDE

Au fur et à mesure de ses besoins, l'Agence émettra des bons de commandes établis :

- sur la base des prix unitaires figurant au BPU pour les prestations prévues dans le marché ;
- sur la base d'un devis pour les prestations ne figurant pas dans le BPU mais nécessaires à l'exécution du marché. Ces prix deviennent définitifs dès que le bon de commande a été notifié au titulaire.

Le titulaire n'acceptera d'ordre que contre remise du bon de commande avec indication du service émetteur et signature d'une personne habilitée. Tout autre moyen pour passer commande n'engage pas la responsabilité de l'Agence. En cas de contestation, seul le bon de commande fait foi.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions obligatoires suivantes :

- Numéro du marché public ;
- Numéro du bon de commande ;
- Identification des parties ;
- Désignation des prestations ;
- Prix unitaires et quantités ;
- Date de livraison ;
- Montant HT ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant TTC ;
- Signature par une personne habilitée.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont :

- Le Directeur général ;
- La Directrice générale adjointe.

Le bon de commande peut être envoyé par courriel.

Par dérogation à l'article 3 du CCAG-PI, la date de notification du bon de commande est sa date d'envoi.

ARTICLE 4 – OBLIGATION DES PARTIES

4.1 Obligations du titulaire

4.1.1 Obligation de résultat et de conseil

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil pour toutes questions portant sur les prestations.

4.1.2 Obligation de confidentialité, discrétion

L'article 5.1 du CCAG-PI est pleinement applicable.

Le titulaire s'engage ainsi à ne diffuser aucune information sur le contenu des documents que l'Agence lui remet. Il s'engage à ne pas reproduire, diffuser ou citer ces documents.

Le titulaire s'engage à faire respecter l'obligation de confidentialité par ses employés et préposés et tout intervenant pour son compte. De ce fait, les documents remis par l'Agence aux personnels du titulaire, notamment concernant les procédures ou les informations nominatives, ne peuvent en aucun cas être copiés ou diffusés.

4.2 Obligations de l'Agence nationale du Sport

L'Agence met à la disposition du titulaire les informations utiles à la réalisation des prestations.

ARTICLE 5 – CONDUITE DES PRESTATIONS – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Conduite des prestations

5.1.1 Personnes responsables pour l’Agence

Le pôle Haute performance est responsable du suivi du marché public.

La liste des personnes habilitées à assurer le suivi du marché public pour le service précité est communiquée au titulaire dès notification du marché.

5.1.2 Personnes responsables pour le titulaire

Le titulaire s’engage à désigner dans son offre ou au plus tard deux semaines à compter de la date de notification un interlocuteur privilégié chargé du suivi du marché public et habilité à le représenter pour toute question relative à l’exécution du marché. Le personnel du titulaire devra posséder les qualifications requises pour l’exécution des tâches qui leur sont confiées.

Si les personnels ne possèdent pas les qualifications requises, l’Agence pourra demander de plein droit leur remplacement immédiat par le titulaire par tout moyen écrit.

Le titulaire disposera d'un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la demande pour procéder au remplacement des personnels. En cas de non-respect du délai, le marché public sera résilié de plein droit conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI.

5.2 Constatation de l’exécution des prestations

Le chapitre 5 du CCAG-PI est applicable.

ARTICLE 6 – PENALITES

6.1 Pénalités pour dépassement des délais d’exécution

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l’expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d’exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l’article 13.3 du CCAG-PI.

Le titulaire encourt une pénalité dans le cas suivant sans mise en demeure préalable et par dérogation à l’article 14 du CCAG-PI :

- En cas de dépassement des délais prévus dans le marché public ou à défaut dans l’offre du titulaire (lorsque les délais sont plus avantageux que ceux posés dans les documents contractuels), la pénalité encourue est de **100 euros** par jour ouvré de retard à compter du lendemain des délais contractuels.

6.2 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

Dans le cas où le titulaire du marché public ne prendrait pas en compte les remarques de l’Agence et plus généralement en cas de mauvaise qualité d’exécution de la prestation le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de **5% du montant du bon de commande par faute avérée**.

6.3 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché public ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'estimation du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

L'Agence nationale du Sport se réserve le droit de défalquer des factures le montant des pénalités sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Les pénalités sont cumulables.

ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES

7.1 Répartition des paiements

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants et cotraitants éventuels.

7.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de conditionnement et de transport jusqu'au lieu de la réalisation de la prestation, les frais de déplacement et de repas des intervenants du titulaire, les frais afférents à l'assurance, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution de la prestation.

7.3 Variation des prix

Pour la première année, les prix sont fermes et définitifs.

Pour les périodes suivantes, les prix pourront être révisés suivant les tarifs indiqués dans l'annexe « Bordereau des prix unitaires » du titulaire sur demande expresse de celui-ci qui adresse à l'Agence, les pièces justificatives 1 mois minimum avant la date anniversaire du marché. Si le titulaire ne respecte pas ce délai, l'Agence pourra décider ne pas appliquer la révision de prix demandée.

Le titulaire devra indiquer dans l'acte d'engagement (Partie E – Variation des prix) du présent marché s'il souhaite bénéficier de la révision des prix et indiquer la formule qui sera appliquée.

Clause butoir et de sauvegarde :

En cas de hausse des prix excédant 3%, l'Agence se réserve la faculté, soit de limiter cette hausse à 3% soit de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 36 du CCAG-PI, puisse prétendre à indemnité.

7.4 Application de la Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)

Il est fait application des taux de T.V.A. en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

ARTICLE 8 – AVANCE

Une avance de 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois peut être versée au titulaire, dans les cas cumulatifs suivants :

- le titulaire a coché la case correspondante dans l'Acte d'engagement,
- les conditions prévues aux articles L2191-1 à L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique sont remplies.

ARTICLE 9 – PAIEMENT – FACTURATION

9.1 Modalités de règlement

Les factures seront émises en une seule fois après exécution de chaque prestation indiquée dans le bordereau des prix unitaires.

Le mandatement de chaque facture interviendra après réception et vérification du service fait. La facture est établie en euros et en original.

Chaque facture porte **impérativement**, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Numéro du marché public ;
- Numéro du bon de commande ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire ;
- Détail des prestations exécutées ;
- Taux de TVA ;
- Montant HT et TTC de la facture.

Le titulaire devra déposer ses factures sur le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

9.2 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les prestations objet du marché public seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement. Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Agence dispose d'un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

Intérêts moratoires :

Lorsqu'il est imputable à l'Agence, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En sus des intérêts moratoires, le retard de paiement ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Suspension de délai de paiement :

Conformément aux articles R2192-27 et suivants du Code de la commande publique, l'Agence se réserve le droit de suspendre les délais de paiement dès lors que les pièces mentionnées à l'article 9.1 du présent CCAP ne sont pas conformes ou sont manquantes, ou lorsque la facture ne correspond pas aux prestations réellement exécutées notamment au regard des clauses techniques et tarifaires.

En telle hypothèse, l'Agence informera le titulaire des pièces manquantes ou sujettes à controverse par tout moyen. Le titulaire devra accuser réception de la demande. Le délai de 30 jours recommencera à courir à compter de la réception des pièces si ces dernières sont validées.

Pénalités :

L'Agence nationale du Sport se réserve le droit de déduire du montant des factures les pénalités telles que prévues à l'article 6 du présent document. En telle hypothèse, le titulaire fautif ne pourra se prévaloir d'intérêts moratoires au motif de non-paiement de la totalité de la facture. L'Agence nationale du Sport veillera à informer le titulaire fautif du montant des pénalités déduites ainsi que des motifs si le titulaire en fait la demande, celle-ci pourra être faite par tout moyen écrit.

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE - COTRAITANCE

10.1 Sous-traitance

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations du marché public à condition d'avoir obtenu de l'Agence l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de ses/leurs conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté, le cas échéant, le titulaire transmet à l'Agence un document permettant de vérifier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant concerné, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et le devis du sous-traitant.

10.2 Cotraitance

Les entreprises peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence et selon les modalités fixées à l'article 1.5 du Règlement de la Consultation.

Dans le cas où le(s) titulaire(s) du marché public est un groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Ce mandataire est le seul habilité à présenter à l'Agence les demandes de paiement, à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Pendant toute la durée d'exécution du marché public, le titulaire s'oblige à avoir une police d'assurance aux fins de couvrir tous dommages corporels, matériels ou immatériels engageant sa responsabilité civile, celle de ses préposés, les tiers, les victimes d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations. A tout moment, durant l'exécution des obligations, l'Agence peut demander au titulaire de lui produire les attestations d'assurances précitées.

ARTICLE 12 – DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail (attestation de fourniture de déclarations sociales, attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, liste des salariés étrangers etc.).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par l'Agence, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire concerné. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 16 ci-après.

ARTICLE 13 – CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

13.1 Accès aux locaux

Le titulaire et ses préposés auront accès aux locaux de l'Agence, suivant les conditions fixées par le règlement intérieur de l'établissement. Les entrées et les sorties du personnel et du matériel seront contrôlées. Les circulations ou issues ne devront pas être encombrées par les produits ou matériels du titulaire.

13.2 Mesures d'ordre social

Pour les mesures d'ordre social, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions des articles L5212-1 et suivants du code du travail relatives aux travailleurs handicapés.

13.3 Personnel d'intervention du titulaire

Seules les personnes dûment mandatées et habilitées par le titulaire sont autorisées à assurer les prestations objet du marché public.

Aucune personne intervenant dans l'exécution d'une prestation demandée au titulaire ne pourra recevoir quelque directive que ce soit de la part de l'Agence. Ces personnes, en toute circonstance, restent sous l'autorité, la direction, la surveillance et la responsabilité entière et exclusive du titulaire.

En sa qualité d'employeur, le titulaire rémunère, assure et forme sous sa propre et unique responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations. Le titulaire assure en permanence la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés et choisit lui-même les collaborateurs qui doivent être dédiés à l'exécution des missions confiées.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. En particulier, il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations dont il a la charge et est tenu d'assurer la sécurité des personnes.

En cas de manquement grave, dûment constaté, des personnels du titulaire, l'Agence pourra en demander le remplacement.

13.4 Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché public à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique.

Le titulaire déclare que la prestation objet du marché public sera réalisée avec des salariés et/ou préposés employés régulièrement au regard des articles L1221-10 à L1221-12, L3243-1 et R3243-1 du code du travail.

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. En outre, il est également tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché public et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI sont applicables au présent marché public.

ARTICLE 15 – RESILIATION

Conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique, le marché public peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire fautif lorsque ce dernier est placé en cours d'exécution du marché public, dans l'une des interdictions de soumissionner situations décrites aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la commande publique, ou lorsque le titulaire fautif refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

La résiliation du marché public est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire fautif puisse prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations du chapitre 7 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général le titulaire fautif du marché public ne pourra prétendre à indemnité.

Le marché public peut être résilié après accord entre les parties. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire fautif à aucune indemnité.

Le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire fautif, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- en cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent marché ;
- en cas de manquement au devoir d'information et/ou de conseil ;
- en cas de fautes répétées ;
- si le montant des pénalités atteint vingt pour cent du montant total du marché.

Dans ce cas, un préavis d'au moins un mois peut être imposé au titulaire.

ARTICLE 16 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il est fait application des dispositions de l'article 27 du CCAG-PI. Ainsi, en cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire fautif, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire fautif.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché public, le pouvoir adjudicateur peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire fautif du marché public résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire fautif. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 17 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché public peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8, R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché public ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

ARTICLE 18 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure doit être notifié immédiatement à l'Agence par le titulaire du marché public.

Le titulaire est également tenu de signaler, sans délai et par écrit, à l'Agence tout changement qui aurait une incidence sur le statut de la société tel que des modifications des personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, relatives à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, etc., y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché public.

Le titulaire concerné est informé que l'Agence ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement résultant d'anomalies entre les indications portées sur l'Acte d'engagement et les modifications intervenues au sein de la société du titulaire ou concernant le statut de sa société et dont l'Agence n'aurait pas eu connaissance.

En tout état de cause, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise doivent être signalées à l'Agence. Le cas échéant, le titulaire adresse à l'Agence un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société et une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

ARTICLE 19 – LITIGES

Le présent contrat est régi par le droit français. Tout litige éventuel issu de l'application du présent contrat relève du Tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 20 – RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFIEE

Le titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements de données à caractère personnel réalisés pour le compte du pouvoir adjudicateur répondent aux exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et garantissent la protection des droits des personnes concernées.

Conformément à l'article 28 du RGPD, le titulaire et le Pouvoir adjudicateur précisent par voie contractuelle, dans les meilleurs délais et au plus tard deux mois à compter de la signature du présent contrat, l'objet et les conditions de mise en œuvre des traitements de données susvisés.

En cas de non-respect des clauses contractuelles visées à l'alinéa précédent, le titulaire s'expose, en fonction de la gravité du manquement, à la résiliation du présent contrat.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux articles suivants du CCAG-PI :

Clauses du C.C.A.P	Articles du C.C.A.P. concernés	Articles du CCAG-PI concernés
Notification	2.3	4.2.1
Contenu des bons de commande	3	3
Pénalités de retard	6	14
Résiliation	15	40